

## VD\_FINDINFO Décision / 2014 / 748 vom 27. August 2014

VD Tribunal cantonal, 2014-08-27, FR

Quelle: [https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd\\_findinfo\\_D\\_cision\\_\\_\\_2014\\_\\_\\_748](https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/vd_findinfo_D_cision___2014___748)

FR: VD\_FINDINFO Décision / 2014 / 748 du 27 août 2014

IT: VD\_FINDINFO Décision / 2014 / 748 del 27 agosto 2014

### Regeste

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

### Volltext

Vaud Tribunal cantonal Cour des assurances sociales 27.08.2014 Décision / 2014 / 748

RETRAIT{VOIE DE DROIT}, RADIATION DU RÔLE | 94 al. 1 let. c LPA-VD

TRIBUNAL CANTONAL AI 139/14 - 218/2014 ZD14.025428 COUR DES ASSURANCES SOCIALES \_\_\_\_\_

Décision du 27 août 2014 \_\_\_\_\_ Présidence de Mme Thalmann, juge unique Greffière : Mme Rossi \*\*\*\*\* Cause pendante entre : B. \_\_\_\_\_, à Nyon, recourante, et Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud, à Vevey, intimé. \_\_\_\_\_ Art. 94 al. 1 let. c LPA-VD Vu la décision rendue le 11 juin 2014 par l'Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud supprimant l'allocation pour impotent de B. \_\_\_\_\_, vu le recours formé le 20 juin 2014 par B. \_\_\_\_\_ à l'encontre de cette décision, vu la déclaration de retrait de recours du 25 août 2014 de la recourante ; attendu qu'il y a lieu, dans ces conditions, de rayer la cause du rôle par suite de retrait du recours, selon la procédure prévue à l'art. 94 al. 1 let. c LPA-VD (loi vaudoise du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative ; RSV 173.36), qu'il n'y a pas lieu de percevoir des frais judiciaires ni d'allouer de dépens (art. 91 et 99 LPA-VD). Par ces motifs, la juge unique prononce : I. La cause est rayée du rôle par suite de retrait du recours. II. Il n'est pas perçu de frais judiciaires ni alloué de dépens. La juge unique : La greffière : Du La décision qui précède est notifiée à : ■ B. \_\_\_\_\_, ■ Office de l'assurance-invalidité pour le canton de Vaud, ■ Office fédéral des assurances sociales, par l'envoi de photocopies. La présente décision peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral au sens des art. 82 ss LTF (loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral ; RS 173.110), cas échéant d'un recours constitutionnel subsidiaire au sens des art. 113 ss LTF. Ces recours doivent être déposés devant le Tribunal fédéral (Schweizerhofquai 6, 6004 Lucerne) dans les trente jours qui suivent la présente notification (art. 100 al. 1 LTF). La greffière :

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.